

Les crédits

savent que leur pays éprouve des difficultés économiques, dont la moindre n'est pas la dette. Ils se rendent compte du fait que le gouvernement aide le Canada atlantique comme jamais auparavant. Les libéraux ont une perspective politique unique et étrange.

Une voix: Et comment!

M. MacKay: Eux seuls savent bien faire. Mon ami de Nickel Belt dit que les conservateurs aussi savent bien faire. C'est également vrai du NPD. Je peux lui dire que j'admire certaines des perspectives uniques qu'il applique à son travail.

Des voix: Bravo!

M. MacKay: Je ne pense pas que la motion reflète la réalité, surtout quand l'opposition dit que nos politiques causent des ravages au Canada atlantique. De tels commentaires d'un parti qui a voté contre l'APECA révèlent son cynisme.

• (1150)

L'opposition libérale a voté contre l'établissement d'une agence unique et très utile chargée de prendre des décisions et de promouvoir le Canada atlantique. Quand l'APECA est devenue une réussite, l'opposition a dit: «Vous dépensez l'argent trop vite. Vous dépensez trop d'argent.» Quand nous essayons de changer le programme et certaines politiques, que disent-ils? «Oh, c'est terrible, vous réduisez les fonds!» L'opposition ne sait pas ce qu'elle veut.

La seule chose que l'opposition veut vraiment, c'est le pouvoir. Le pouvoir pour les libéraux, c'est comme le sexe pour les puritains. Ils prétendent le haïr, mais ils le désirent et ils supportent difficilement que d'autres qu'eux en jouissent.

Pour nous aider à étudier objectivement les politiques de développement économique, il vaut la peine de s'arrêter brièvement à un extrait d'un excellent traité du professeur Donald Savoie sur le développement économique. Je m'y suis intéressé parce que je suis les avatars de ces politiques depuis des années, comme certains de mes collègues de la Chambre. L'une des priorités du ministère

de l'Expansion économique régionale était la promotion des pôles de croissance.

M. Tobin: Vous l'appeliez le ministère de l'Expansion industrielle régionale.

M. MacKay: Le ministère de l'Expansion économique régionale est devenu le ministère de l'Expansion industrielle régionale et les libéraux en ont fait le ministère de la Régression économique régionale.

Voici l'extrait du professeur Savoie:

Mais nous avons aussi appris des sociologues canadiens et étrangers que la notion des pôles de croissance n'était qu'une mode passagère parmi d'autres qu'on a abandonnée aussitôt qu'on s'est aperçu qu'elle n'était pas une solution unique et complète.

Les pôles de croissance ont cédé la place à l'approche «plus complète» des ententes-cadre de développement qui a été remplacée, elle aussi, par l'approche tout aussi «complète» des ententes de développement économique régional. A part leur viabilité politique, ces ententes n'ont rien apporté de nouveau, jusqu'ici, aux programmes de développement régional.

Les spécialistes des sciences sociales prétendent maintenant que c'est peut-être la première fois dans l'histoire de la pensée économique que les gouvernements consacrent autant d'énergies et d'investissements à la mise en oeuvre d'une notion aussi confuse que les pôles de croissance de la fin des années 1960 et du début des années 1970. Je tenais à lire ce passage pour montrer qu'il n'y a pas de solution unique et parfaite en matière de développement économique régional. C'est une science qui progresse.

Mme Clancy: Il n'y a certainement pas de progrès dans ce cas-ci.

M. MacKay: Ma collègue d'Halifax dit qu'il n'y a pas de progrès dans ce cas-ci. On doit admettre, à mon avis, que l'Agence des perspectives économiques du Canada atlantique a beaucoup fait pour cette région.

Des voix: Non.

M. MacKay: Dans ce cas, voyons les faits.

En 1984, quand le gouvernement actuel a pris le pouvoir, le taux de chômage s'établissait à 15 p. 100 dans le Canada atlantique et aujourd'hui, il est inférieur à 12 p. 100. En 1984, 805 000 personnes possédaient un emploi dans la région. Aujourd'hui, il y en a presque 100 000 de plus. En 1984, les investissements s'élevaient à 6,1 milliards. Cette année, ils monteront à 8,6 milliards. En